

IA et politique : vers un outil d'aide, voire d'influence sur la décision ?

JEAN-DANIEL LÉVY

MAI 2026



IA et politique : Vers un outil d'aide, voire d'influence sur la décision ?

Jean-Daniel Lévy,
*Directeur du
Département Politique
& Opinion
Directeur délégué
Toluna France.
Stratégies politiques et
d'opinion*

18 mai 2026

La France est souvent présentée comme un pays conservateur, rétif au changement, ancré dans des habitudes anciennes et peu disposé à se saisir d'outils innovants. Si l'on peut contester d'une manière générale ce constat, on peut le faire avec encore plus de force au sujet de l'IA. Alors même que ChatGPT a été portée à la connaissance des Français depuis à peine plus de trois ans, près de cinq Français sur dix y ont recours au moins occasionnellement, et un sur six quotidiennement. Pour autant, la connexion à ChatGPT et autres outils d'IA générative s'effectue majoritairement... pour rechercher de l'information et non pour exploiter la force d'analyse potentiellement proposée.

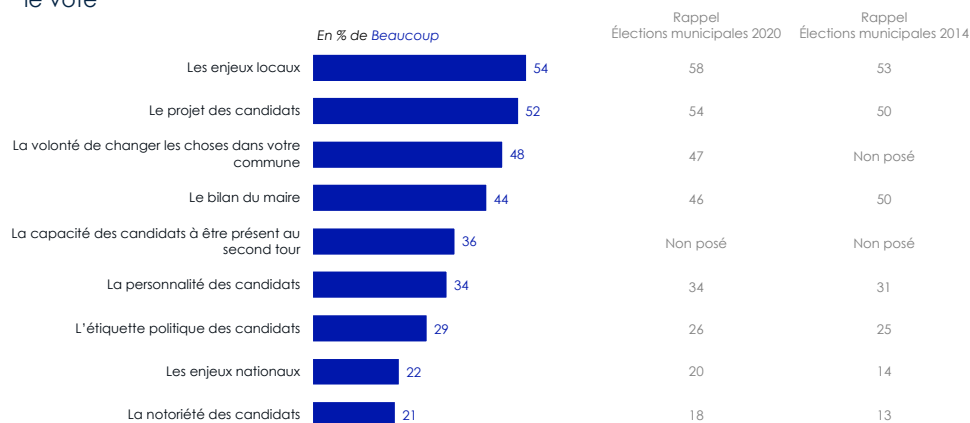
L'IA a-t-elle joué un rôle d'information ou d'aide à la décision de citoyens dans le cadre de la campagne des récentes élections municipales ? Et, si oui, auprès de quelles populations et avec quels effets ? Voici quelques éléments, issus de données Toluna Harris Interactive produites pour M6 et RTL¹, qui permettent de répondre à ces questions.

Une innovation silencieuse dans un scrutin de proximité

L'élection municipale est traditionnellement considérée comme le scrutin le plus ancré dans la proximité, la connaissance et l'expérience concrète du pouvoir. On y vote au regard des enjeux locaux, du projet des candidats, du bilan de l'équipe municipale sortante plus que pour l'étiquette politique des candidats.

¹ Enquête Toluna Harris Interactive réalisée en ligne tout au long de la journée électorale du 15 mars 2026 (jour du 1^{er} tour des élections municipales) pour RTL et M6. Échantillon de 4 145 personnes inscrites sur les listes électorales dans les communes de 3 500 habitants et plus, issu d'un échantillon de 6 288 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Les enjeux politiques qui ont eu une grande importance dans le vote



Chacun des éléments suivants a-t-il joué beaucoup, assez, peu ou pas du tout dans votre choix de vote ?
 Base : Aux inscrits sur les listes électorales ayant exprimé un vote, en % de « *Beaucoup* »

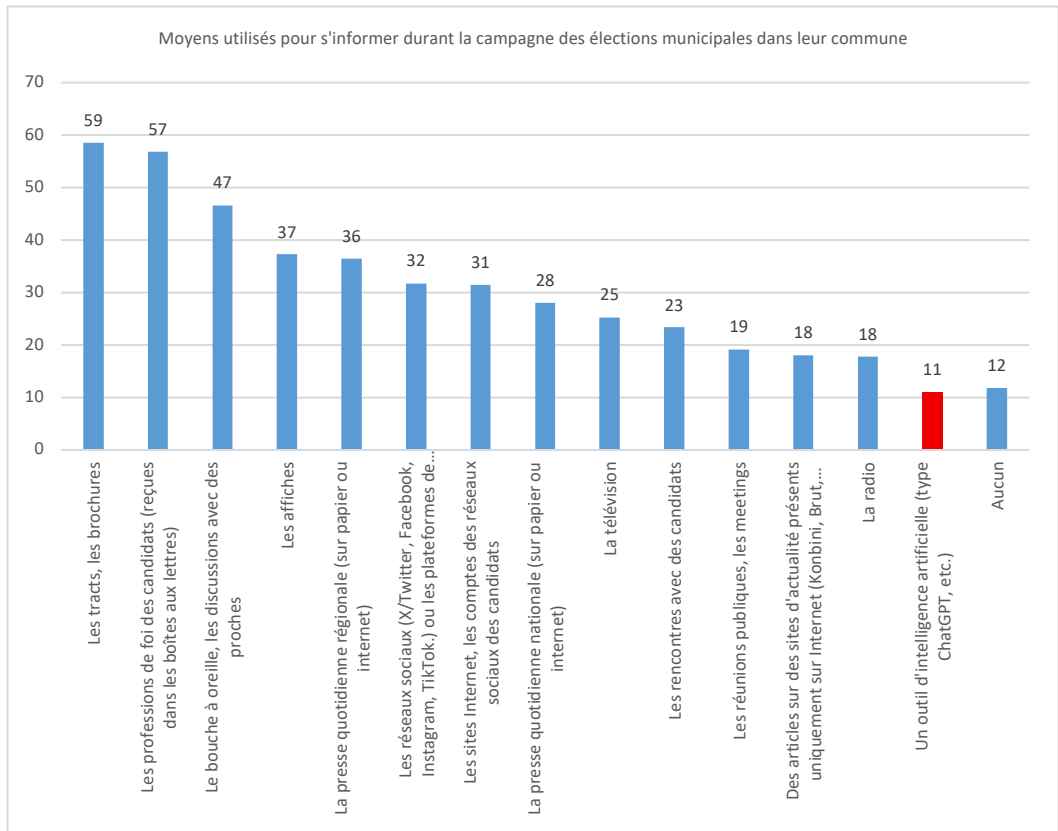
Élections municipales
2026 9

Pourtant, les données issues de notre dernière enquête réalisée au premier tour des élections municipales mettent en lumière une évolution discrète mais structurante : **l'irruption de l'intelligence artificielle comme outil d'aide à la décision électorale**, y compris à l'échelle locale.

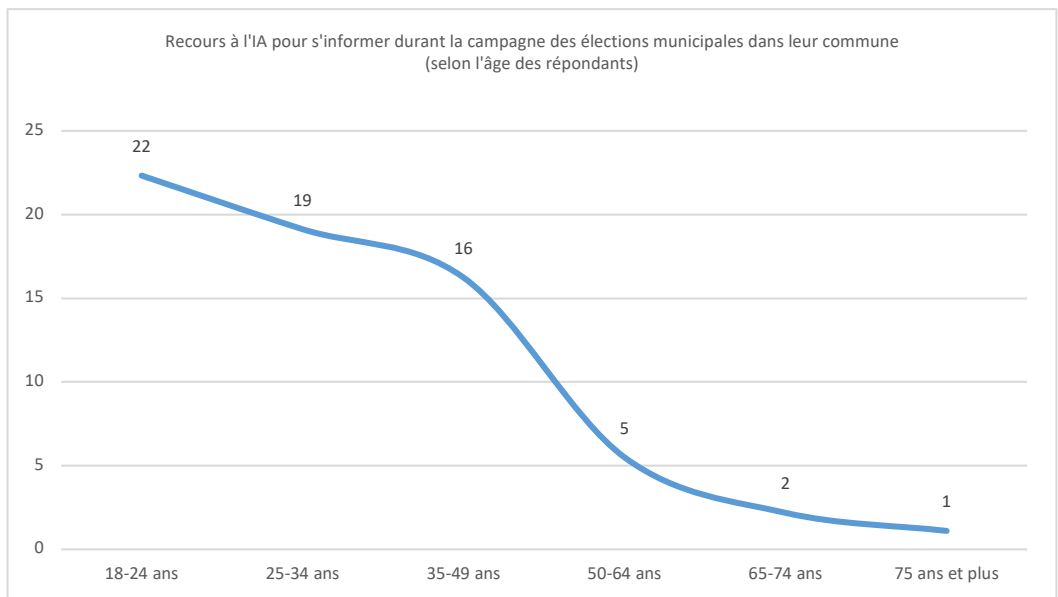
Pour la première fois, une enquête de cette ampleur permet de mesurer précisément non seulement le niveau de recours à des outils d'IA générative, mais aussi leur rôle concret dans la formation du choix électoral. Ce phénomène, encore quantitativement limité, n'en est pas moins riche d'enseignements sur les mutations en cours du rapport à l'information politique, à la décision et, plus largement, à la démocratie locale. Locale aujourd'hui, nationale demain ?

11% des Français indiquent avoir utilisé l'IA pour s'informer dans le cadre de la campagne des élections municipales dans leur commune

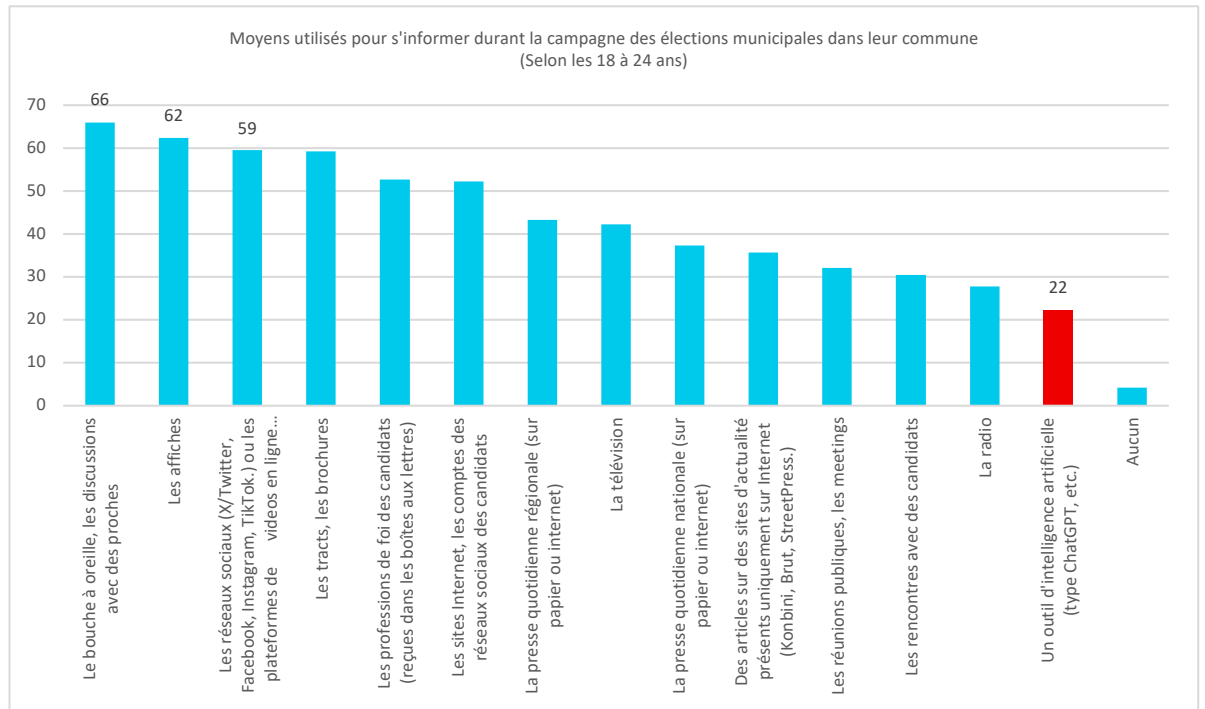
Il s'agit de la quatorzième « source » d'information, soit la dernière dans la hiérarchie, largement derrière les tracts, professions de foi, le bouche à oreille ou encore les affiches, la PQR, voire les réseaux sociaux (32% concernant ce dernier item).



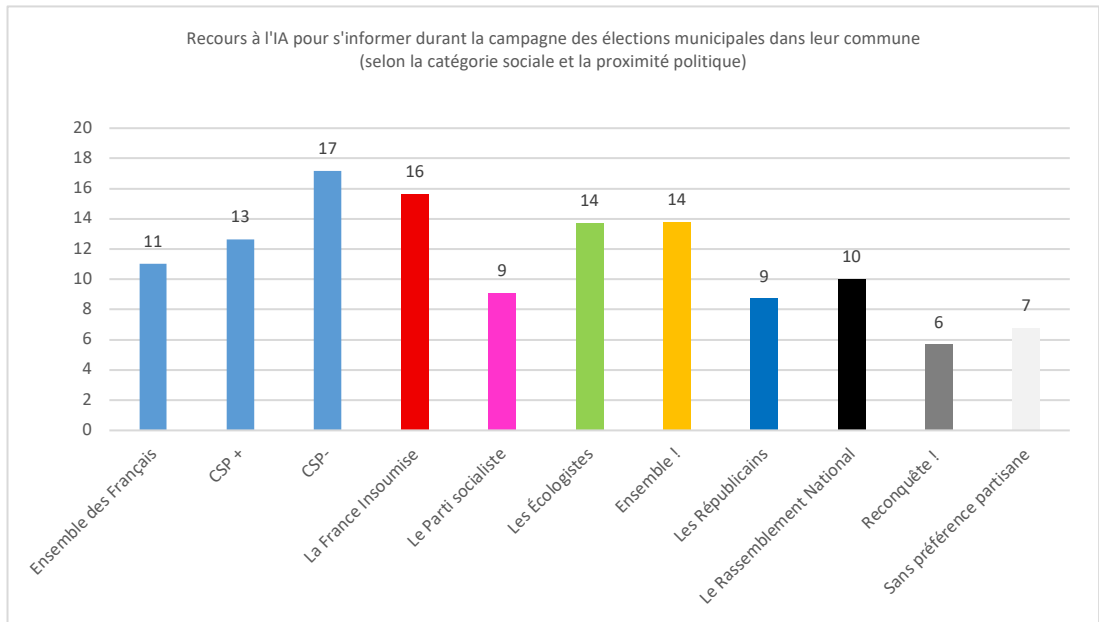
Dans le détail, 14% des hommes contre 8% des femmes déclarent y avoir eu recours. S'ajoute à cela une variable d'âge. Si 1% des personnes les plus seniors indiquent avoir consulté l'IA, cette proportion croît à **plus d'un jeune sur cinq (22%)**.



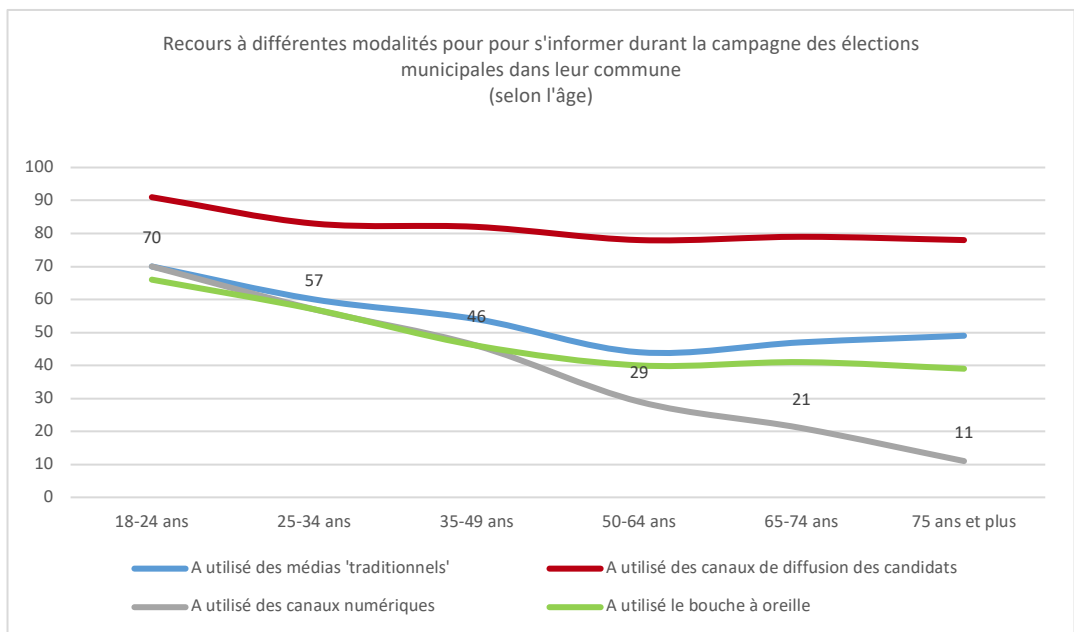
Quoi qu'il en soit, même chez les plus jeunes, l'IA constitue la dernière source d'information d'une manière générale lorsqu'ils se sont intéressés aux élections.



Ce sont les **PCS-**, les proches de la **France Insoumise (FI)** et, dans une certaine mesure, des **Écologistes** ainsi que **d'Ensemble** qui – plus que les autres – ont eu recours à l'IA pour s'informer. Nous verrons un peu plus loin qu'entre recherche d'information et usage de l'IA pour arrêter son choix de comportement électoral, une marche existe.



A ce titre, on remarque que dans toutes les catégories de population les canaux de diffusion des candidats ont constitué la première source d'information. La part du numérique réduit avec l'âge. Elle est à part égale avec les médias traditionnels chez les plus jeunes.

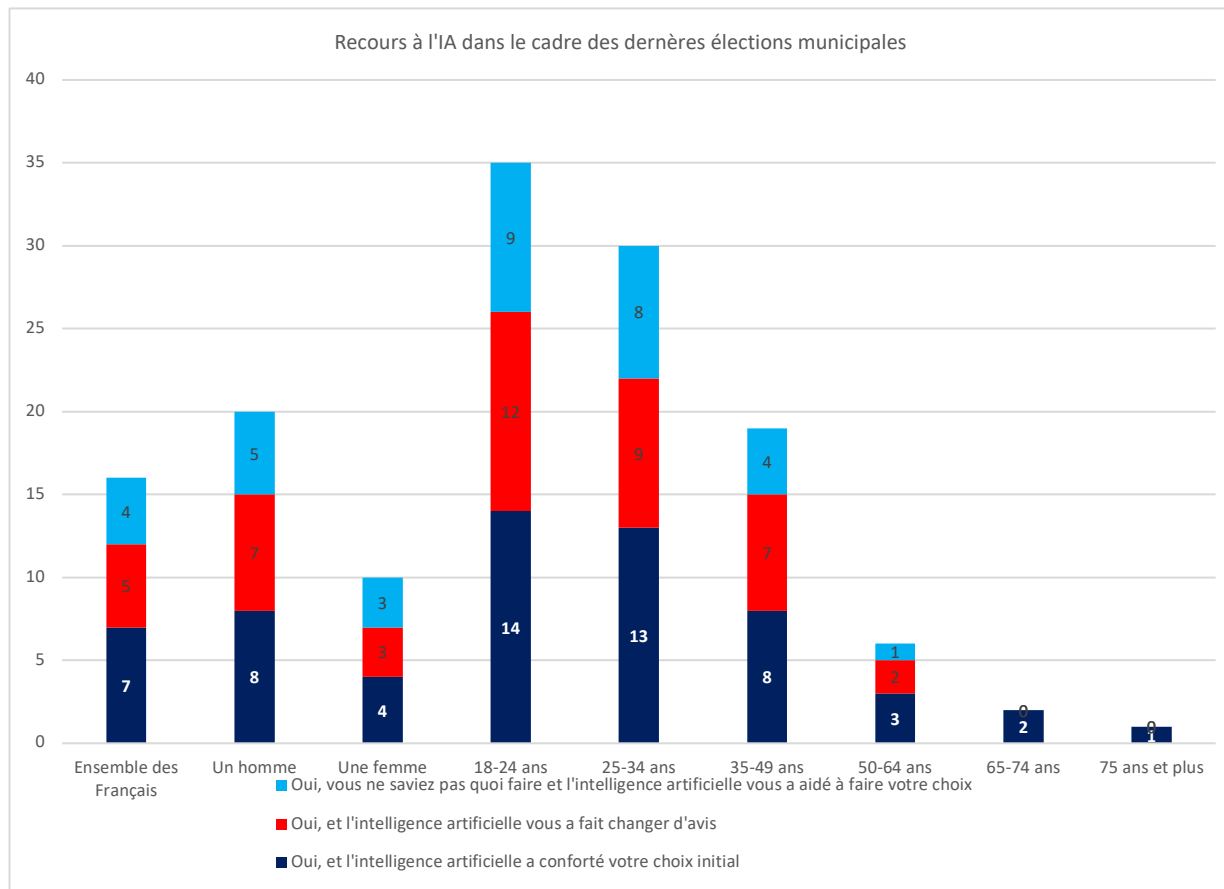


Un usage émergent de l'IA non pas uniquement pour s'informer mais également pour affiner son choix

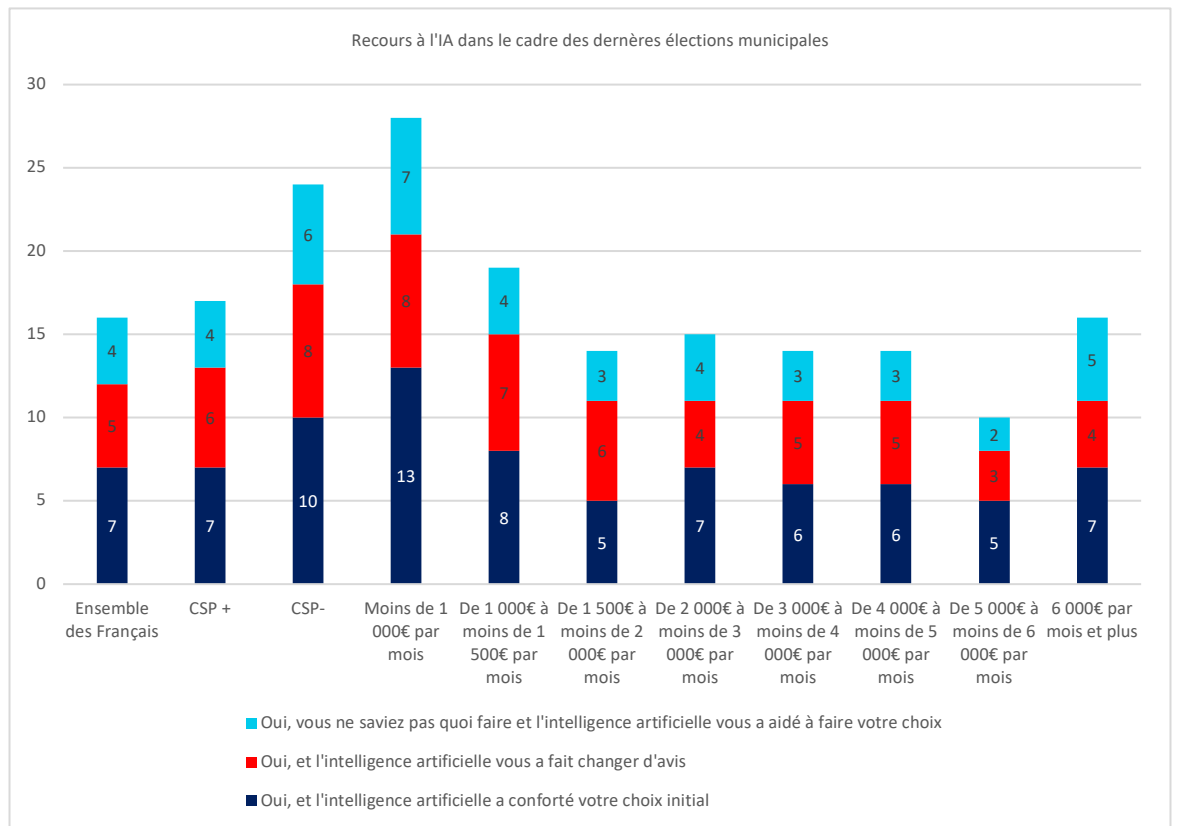
Les données sont nettes : **16% des Français indiquent avoir utilisé un outil d'intelligence artificielle pour les aider à faire leur choix lors des élections municipales.**

Cette proportion mérite d'être interprétée sérieusement. Elle ne signifie évidemment pas que l'IA est devenue un canal dominant de l'information électorale (comme vu précédemment) voire de la décision. Mais elle établit clairement que l'IA **a franchi le seuil de la marginalité expérimentale**. Elle n'est plus réservée à quelques technophiles isolés mais commence à s'inscrire dans les pratiques politiques ordinaires d'une part identifiable de l'électorat.

Ces 16% se découpent en trois segments : l'IA comme outil de **confirmation** (confortation), l'IA comme **influence** et enfin l'IA comme **aide à la décision**. Ainsi, **7% des Français se retrouvent dans la première catégorie, 5% la deuxième, 4% la troisième**. Nous pouvons nous en douter, ceci est confirmé par nos données : les hommes ont plus eu recours à l'IA que les femmes (20% contre 10%), les jeunes (35% des moins de 25 ans) que les personnes âgées (1% des plus seniors). Une première « surprise » cependant : la répartition des réponses se structure sensiblement de la même manière. Quel que soit le genre ou l'âge des répondants, entre 40 et 50% indiquent qu'ils ont été confortés dans leur choix initial, entre 30 et 40% qu'ils ont changé d'avis et entre 20 et 30% que l'IA a constitué une aide à la décision.

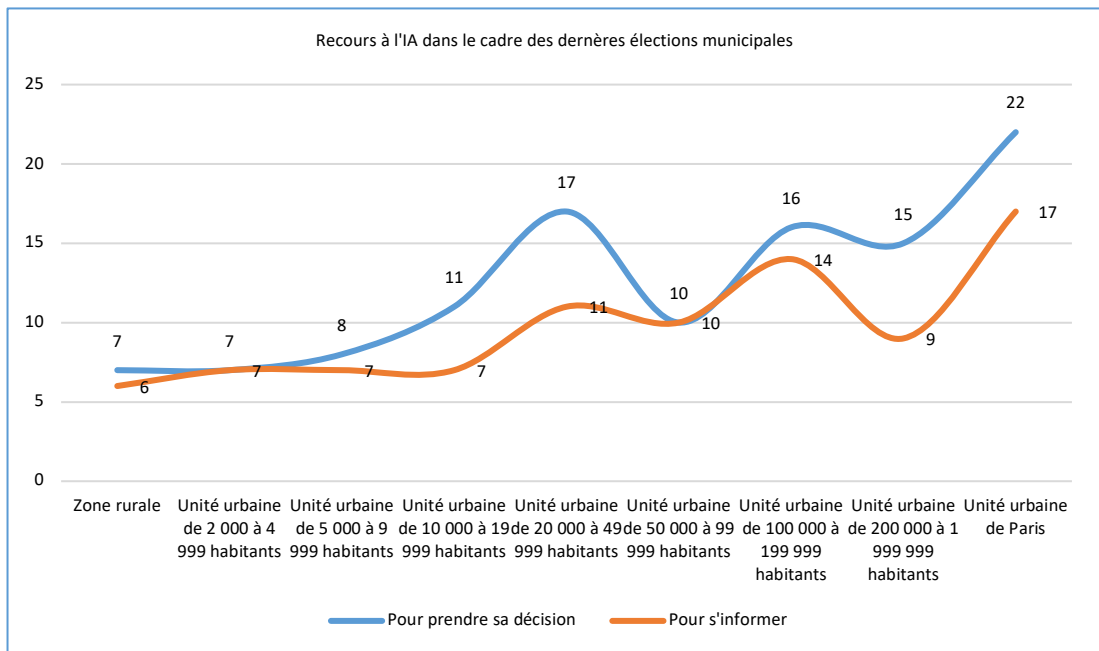


Au-delà du genre et de l'âge, l'usage de l'IA en l'espèce est également fortement corrélé au niveau de diplôme et à la position socioprofessionnelle. Les résultats de l'étude sont on ne peut plus instructifs car ils montrent que le recours à l'IA n'est pas l'apanage des *early adopters* mais aussi le fait de franges de populations qui sont structurellement les moins informées et les plus distantes à l'égard de la politique, à savoir les PCS- (24% contre 17% des PCS+) et les personnes disposant de revenus faibles (28% des personnes aux plus faibles moyens contre 16% en moyenne).



Un phénomène plus urbain que rural

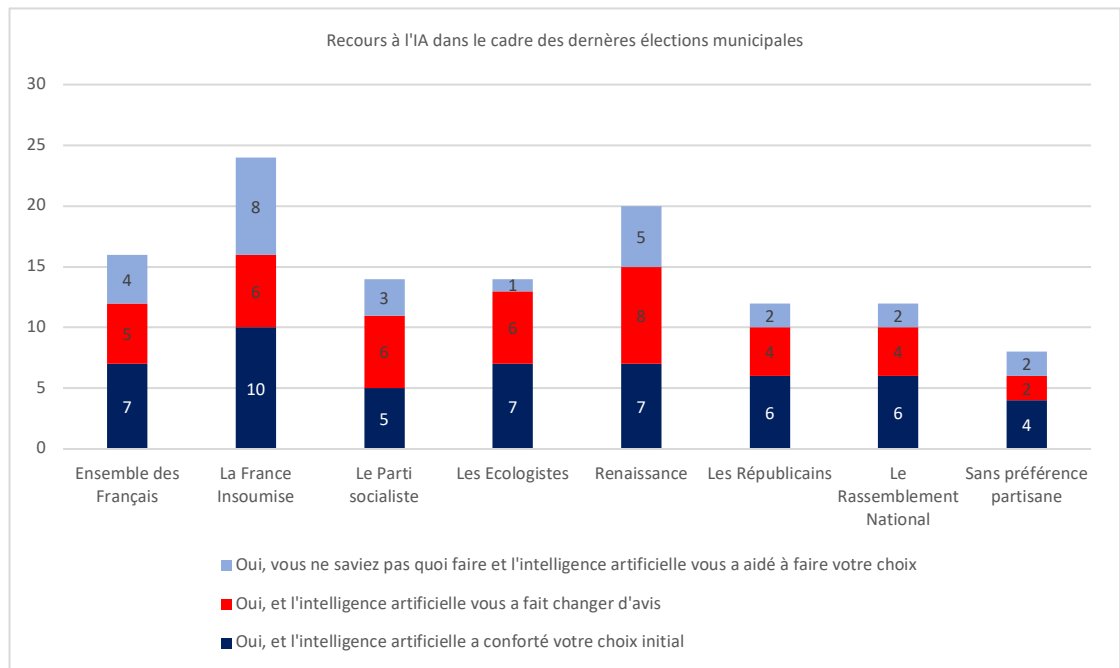
La géographie du recours à l'IA confirme également une logique de distance au pouvoir local. L'usage de l'intelligence artificielle est significativement plus fréquent dans les grandes agglomérations, en particulier en Île-de-France et dans les communes de plus de 100 000 habitants. À l'inverse, il reste très marginal dans les communes rurales et les petites villes.



Cette différence s'explique probablement en partie par le degré d'interconnaissance. Plus la relation entre électeurs et élus est directe, incarnée et personnalisée, moins le recours à un outil de médiation informationnelle apparaît nécessaire. À l'inverse, dans les environnements urbains denses, où les listes sont nombreuses et les candidats moins connus personnellement, l'IA peut jouer un rôle d'aide à la décision.

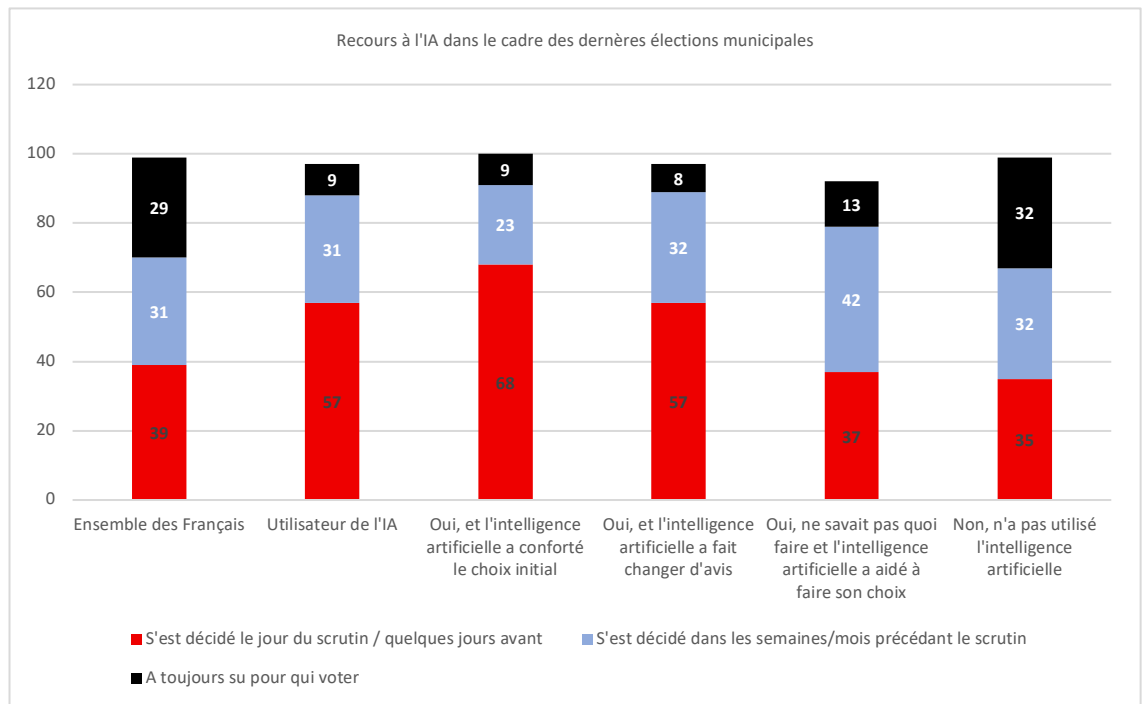
Une transversalité politique remarquable

Le recours à l'IA ne se concentre pas dans un champ politique spécifique. Les utilisateurs d'IA sont légion quelle que soit leur proximité partisane... voire leur absence de proximité partisane. L'IA semble donc être considérée par ceux qui y ont recours comme un **outil fonctionnel**.

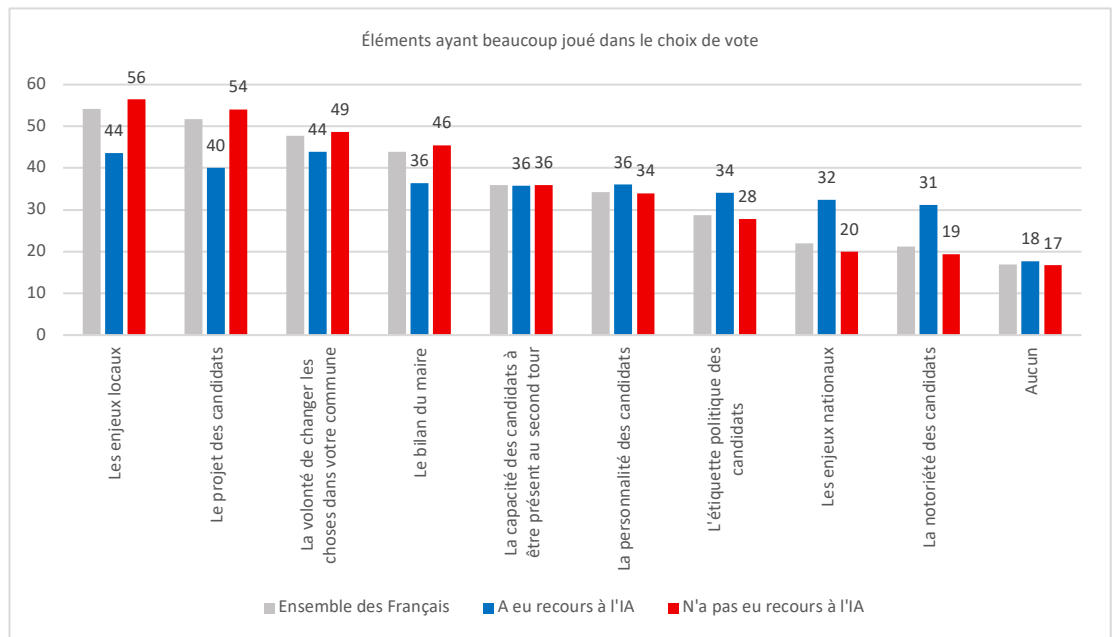


L'usage de l'IA comme outil d'aide à la décision se révèle être plus fort chez les proches de la FI (avec une dimension d'âge à considérer) mais également de la part des électeurs les plus centristes (dans une élection par ailleurs marquée par la faible présence de candidats étiquetés « *macronistes* »).

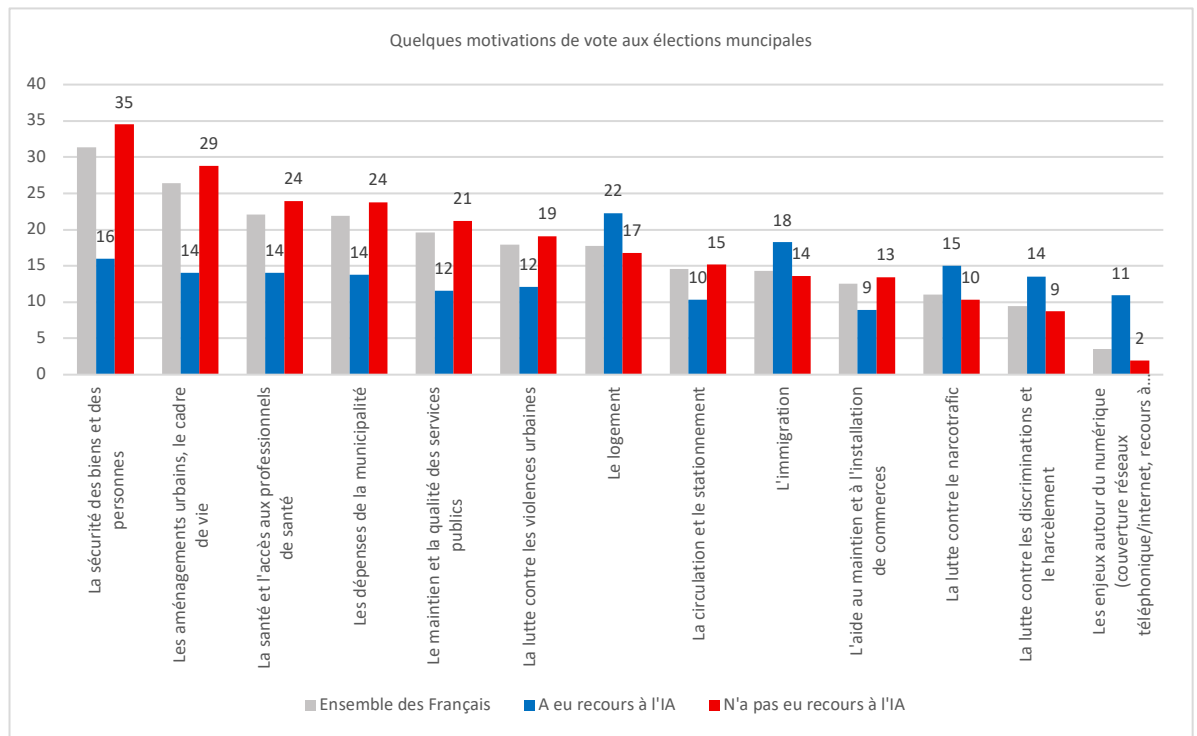
En outre, il semble que **le recours à l'IA est bien plus manifeste chez ceux qui prennent leur décision au dernier moment bien qu'un aspect soit contre-intuitif** : l'usage de l'IA à des fins d'aide à la décision n'est pas l'apanage des indécis de la dernière heure. Si 29% des électeurs indiquent avoir toujours su pour qui ils allaient voter, cette proportion se réduit à 9% des personnes utilisant l'IA pour arrêter leur choix et croît à 32% des non-utilisateurs. Pour autant, **68% des personnes ayant été confortées par l'IA déclarent avoir arrêté leur choix dans les jours précédant le scrutin contre 57% de ceux que l'Intelligence Artificielle a fait changer d'avis** et 37% de ceux qui étaient franchement indécis.



Enfin, les électeurs ayant eu recours à l'IA pour affiner leur choix... n'ont pas eu les mêmes motivations de vote que l'ensemble des Français. Pour schématiser, les **utilisateurs de l'IA** (habitant plus dans des zones urbaines que rurales) **ont plus voté que la moyenne des Français en tenant compte de considérants non directement liés à la municipalité** (étiquette politique des candidats et enjeux nationaux), alors que les **non-utilisateurs évoquent plus les enjeux locaux**, le projet des candidats voire le bilan du maire.



Dans la même veine, si certains utilisateurs comme non utilisateurs de l'IA évoquent avoir voté en pensant à la propreté, aux impôts locaux, au logement, à la circulation, aux actions sociales, animations sportives... les uns et les autres se singularisent sur certaines dimensions : les électeurs s'étant appuyés sur l'intelligence artificielle évoquent plus que les autres le logement, l'immigration, la lutte contre le narcotrafic, voire la lutte contre les discriminations et encore les enjeux du numérique. En revanche, la sécurité, l'aménagement de la commune... sont plus pris en compte par les non-utilisateurs de l'IA. Si l'on résume : **les personnes ayant eu recours à l'intelligence artificielle parlent, dans l'ordre : de logement, de propreté, d'immigration, d'impôts locaux puis de sécurité, quand les personnes n'y ayant pas eu recours mentionnent la sécurité, les aménagements urbains, la santé, les dépenses de la municipalité ainsi que le maintien et la qualité des services publics.** En creux, cela renvoie à ce dont nous avons parlé précédemment, à savoir des enjeux locaux plus marqués de la part des non-utilisateurs que des utilisateurs de l'IA.



L'émergence de l'intelligence artificielle comme outil ne s'est pas (encore ?) traduit par la substitution à des canaux traditionnels. S'il n'y a pas de rupture brutale, nous assistons à un déplacement progressif du rapport à l'information et à la décision.

Le recours à l'intelligence artificielle lors de la dernière élection municipale demeure donc minoritaire, mais il constitue déjà un signal faible d'une transformation profonde en devenir. En touchant plus d'un électeur sur dix, en influençant directement le choix de vote dans près d'un tiers des cas, l'IA s'est imposée comme une nouvelle source non seulement d'information mais d'aide au choix. Tout laisse entrevoir que le poids « qu'elle » jouera à l'avenir sera nettement plus important.

Les enseignements tirés des élections municipales dessinent des hypothèses solides – mais prudentes – pour la présidentielle. Alors même que l'on s'interroge sur les risques d'ingérences de puissances étrangères (ainsi que d'acteurs aux forts moyens économiques) à l'échelle nationale, les conditions sont réunies pour une évolution de paradigme : offre politique plus lisible, personnalisation forte, abondance de données comparatives... Tout indique que l'IA ne sera plus seulement une source marginale, mais un outil de plus en plus

intégré à la décision, notamment chez les jeunes, les urbains et les électeurs socialement plus distants du politique.

Si, aux municipales, il s'est agi d'un outil de confirmation plus que conversion, l'impact a, malgré tout, été réel. L'IA pèsera probablement davantage sur la structuration et la rationalisation du choix que sur des bascules massives de vote. Mais à la présidentielle, quelques points de pourcentage peuvent décider de la configuration de second tour... voire du vainqueur. Dans ce cadre, une influence sur 5% des électeurs peut avoir de fortes conséquences politiques. Les municipales montrent que les utilisateurs de l'IA ont eu un regard « déplacé » : moins attentifs aux enjeux locaux, plus aux enjeux nationaux. À la présidentielle, cette logique devrait jouer pleinement.

La question clé ne sera pas le recours à l'IA (aux IA), mais qui la conçoit, comment est hiérarchisée l'information et avec quels garde-fous. À la présidentielle, elle pourrait devenir un acteur silencieux mais structurant, capable d'influencer l'ultime choix de plusieurs millions de Français.

